

# **SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP**

## **RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS**

### **POUR**

**FÉVRIER 2016**

#### **Sous-comité de la protection des renseignements personnels – Aperçu**

Le sous-comité de la protection des renseignements personnels du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) et du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) a été créé dans les années 1990. Le sous-comité, qui était initialement un sous-comité du CDPISP, relève depuis quelques années à la fois du CDPISP et du CPSSP.

Le sous-comité est idéalement composé de représentants provenant de tous les ordres de gouvernement, soit fédéral, provincial, territorial et municipal. Ils proviennent habituellement d'organismes gouvernementaux qui offrent des services centralisés d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) aux administrations gouvernementales, conjointement avec plusieurs grands ministères fédéraux.

#### **12**

Le mandat comporte trois volets :

- offrir un forum national permettant l'échange d'information sur les recherches, les pratiques exemplaires, les formations, les produits de TI et autres ressources en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, à l'appui des programmes et des objectifs du secteur public;

## SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

### RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS

---

- appuyer la mission du CDPISP, soit « permettre l'amélioration de la prestation des services au public canadien grâce à un travail de collaboration à l'échelle des gouvernements et à un leadership évident dans le domaine de la gestion de l'information et de la technologie »;
- appuyer le mandat du CPSSP, soit « communiquer l'information, établir des partenariats et favoriser l'adoption de solutions visant à améliorer la prestation des services dans le secteur public », en faisant preuve de leadership et en assurant la coordination relativement à des questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

#### **Réunions, conférences téléphoniques et autres communications**

Le mandat du sous-comité indique qu'au moins une réunion officielle se tiendra chaque année. Dans la mesure du possible, ces réunions se tiendront parallèlement aux conférences sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels ou à d'autres événements similaires qui ont lieu à l'échelle du pays.

En mai 2015, à Halifax, le groupe a pris part à une réunion très productive. Il a été suggéré lors de cette réunion qu'il pourrait être judicieux d'harmoniser de plus près les réunions du sous-comité avec le calendrier des conseils mixtes. Le coût des déplacements constitue toutefois l'un des obstacles à la pleine participation aux réunions. Un certain nombre de personnes ont participé aux réunions au téléphone, mais il y a un réel avantage à inciter les gens à assister aux réunions en personne afin d'accroître les possibilités de réseautage.

Le sous-comité complète ses réunions en personne par des téléconférences organisées régulièrement.

Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres sous-groupes du sous-comité tiendront des conférences téléphoniques supplémentaires, au besoin, pour parler affaires.

## SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

### RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS

---

En outre, les membres utilisent régulièrement la messagerie électronique pour poser des questions aux autres membres, pour tirer des leçons de l'expérience des autres et pour échanger des renseignements sur les activités qui se déroulent dans leur administration.

Au cours des six derniers mois, on a maintenu un dialogue actif sur des questions comme le protocole à suivre en cas d'atteinte à la vie privée et les rapports à produire, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la loi, les structures de frais et les demandes fréquentes liées à l'accès à l'information.

#### **Plan de travail – Mise à jour de février 2016**

À la réunion de Halifax, le groupe a conçu un nouveau plan de travail à réaliser d'ici 6 mois à 1 an. Ce plan mettra l'accent sur les aspects suivants :

1. Déterminer les paramètres communs (p. ex., droits, rapports de violation du droit à la vie privée, demandes d'accès et divulgation proactive) et élaborer un calendrier de production de rapports. Une fois que nous avons mis au point une série de paramètres cohérents, cette information peut être facilement accessible à toutes les administrations pour faciliter l'accès et la planification de la protection de la vie privée.
  - a. Point sur la situation – Le groupe a défini un certain nombre de paramètres communs à l'ensemble des administrations en ce qui a trait à la protection des renseignements personnels et à l'accès à l'information. Certains de ces paramètres comprennent le pourcentage actuel lié aux demandes d'accès, le nombre de demandes d'accès, le nombre d'atteintes à la vie privée signalées et le coût associé au fait de remplir une demande d'accès. Le groupe travaillera à compiler ces statistiques au cours des 6 prochains mois.
2. Mettre au point une bibliothèque de documents partagés. Cela pourrait prendre la forme d'un site comme SharePoint, par exemple, qui peut être consulté par tous les membres du sous-comité. Les membres passent actuellement beaucoup de temps

## SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

### RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS

---

à poser aux autres membres du groupe des questions semblables ou faisant double emploi parce qu'il n'y a pas de bibliothèque de documents partagés. Cela sera essentiel, une fois que des paramètres communs auront été élaborés (comme susmentionné) pour aider à simplifier le partage de l'information.

- a. Mise à jour de la situation – Le groupe a examiné la possibilité que la bibliothèque de documents SharePoint de la Colombie-Britannique lui soit rendue accessible. Les membres créeront un BCeID générique en utilisant un nom d'utilisateur et un mot de passe, et le site sera administré par le président. Nous nous attendons à ce que cela fasse croître de façon considérable la capacité du groupe à partager des renseignements opportuns et à mieux gérer le contrôle des versions.
3. Examiner le cadre de référence du sous-comité. Comme il y aura discussion sur le rôle du sous-comité à la réunion des conseils mixtes du 17 septembre 2015, nous proposons que le cadre de référence soit mis à jour après cette discussion. Il a aussi été proposé à la réunion de Halifax de changer le nom du groupe pour celui de sous-comité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, en raison du fait qu'au moins 50 % des discussions concernent l'accès à l'information.
    - a. Mise à jour de la situation – Cette mesure est terminée. À l'automne 2015, le groupe a travaillé en collaboration pour mettre le mandat à jour.
  4. Harmoniser de plus près les travaux du sous-comité avec les initiatives des conseils mixtes. Le point inscrit à l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes de septembre est opportun, puisqu'il a longuement été question à la réunion de Halifax de la façon d'harmoniser nos travaux avec ceux des conseils. Sandra Cascadden (Nouvelle-Écosse) a parlé au sous-comité de la relation qui existe entre notre groupe et le DPI de chaque province.
    - a. Mise à jour de la situation – Le président fait partie du groupe de travail du cadre des Conseils mixtes. Grâce à cela, le groupe aura la chance de se réorienter et d'harmoniser son approche avec la vision et l'appel à l'action des Conseils

## SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

### RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS

---

mixtes. Le groupe s'appuiera sur les principes proposés par le groupe de travail du cadre pour examiner le travail qu'effectuera le sous-comité au cours des six prochains mois.

5. Déterminer un calendrier de réunions en personne qui convient au plus grand nombre possible de membres et tirer parti de la relation avec les conseils mixtes.
  - a. Point sur la situation – Une réunion aura lieu à Toronto en mai 2016. Les dates de cette réunion concorderont avec le Canada Privacy Symposium 2016 de l'International Association of Privacy Professionals.

#### **Mandat de surveillance / Échange d'information / Réunions en personne**

Puisque le sous-comité de la protection des renseignements personnels assure également les fonctions de conseiller et de groupe d'experts, il consacre beaucoup de temps à des activités lui permettant de se tenir au fait de toutes les nouvelles lois, politiques, infractions et questions, comme la mise en place d'initiatives pour un gouvernement ouvert et leur incidence sur le gouvernement. Il échange également des pratiques exemplaires dans le domaine du renouvellement communautaire ainsi qu'en matière de sensibilisation, de formation et de communication.

#### **Prochaine réunion**

La date de la prochaine réunion en personne reste à déterminer, mais on planifie actuellement une réunion éventuelle qui pourrait avoir lieu à Toronto en mai 2016. Des téléconférences ont toujours lieu le deuxième mardi de chaque mois.

**SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP**  
**RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS**

<b>PROJET/ACTIVITÉ</b>	<b>PRODUIT LIVRABLE</b>	<b>DATE PRÉVUE</b>	<b>PRIORITÉ</b>	<b>COÛTS</b>
Déterminer les paramètres communs (p. ex., droits, rapports de violation du droit à la vie privée, demandes d'accès et divulgation proactive) et élaborer un calendrier de production de rapports.	Travailler en groupe pour élaborer des paramètres communs de production de rapports dans l'ensemble des administrations. Partager et mettre à jour sur une base régulière.	Printemps 2016	É	Néant
Mettre au point une bibliothèque de documents partagés	Travailler dans le cadre du groupe afin de déterminer la meilleure façon d'héberger et de partager l'information fréquemment utilisée	Printemps 2016	É	Néant
Harmoniser de plus près les travaux du sous-comité avec les initiatives des conseils mixtes.	Examiner et surveiller plan de travail pour veiller à ce que le groupe contribue aux objectifs des conseils mixtes	Hiver 2015-2016	M	Néant
Réalisation d'une surveillance générale	Effectuer un suivi des questions et des activités en vue de préparer des instructions au besoin ou de concevoir une stratégie commune. Par exemple : Gouvernement ouvert Développement de la collectivité Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, et décisions des tribunaux	Se poursuit	M	Néant

***ii) Occasions à venir – à long terme, non en vigueur actuellement***

<b>PROJET/ACTIVITÉ</b>	<b>PRODUIT LIVRABLE</b>	<b>CIBLE</b>	<b>PRIORITÉ</b>	<b>COÛTS</b>
------------------------	-------------------------	--------------	-----------------	--------------

9.A.2 Mise à jour d'août 2015 du plan de travail du sous-comité de la protection des renseignements personnels

**SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP**  
**RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS**

Divulgence proactive	Élaboration de conseils destinés aux administrations qui passent à la divulgation proactive de dossiers.	À déterminer		À déterminer
Enquête sur la protection des renseignements personnels	Envisager la création d'un module de formation sur la réalisation d'enquêtes sur la protection des renseignements personnels.	À déterminer		À déterminer
Cadre de gestion de la protection des renseignements personnels	Envisager la conception d'un modèle d'éléments normalisés d'un cadre de gestion de la protection des renseignements personnels destiné au secteur public.	À déterminer		À déterminer
Informatique en nuage	Envisager des discussions à ce sujet avec le SCDPI.	À déterminer		À déterminer
Prestation de services intégrée	Examiner les problèmes et les solutions en matière de protection des renseignements personnels liés à l'amélioration de la prestation de services intégrée à l'échelle du Canada.	À déterminer		À déterminer
Outil Internet d'auto-évaluation de la conformité en matière de protection des renseignements personnels :  1) destiné aux administrations; 2) destiné aux entreprises du secteur privé.	Permettre aux gestionnaires du secteur public d'évaluer les propositions et les systèmes de façon automatique.  Adapter l'outil pour la conformité du secteur privé à la protection des renseignements personnels.  Concevoir un outil de base générique ainsi que des extensions.	À déterminer		À déterminer
Création d'outils de formation en ligne inspirés de l'outil pancanadien d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée.	Offrir une formation uniforme sur l'utilisation de l'outil pancanadien d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée.	À déterminer		À déterminer

**iii) Terminé**

<b>PROJET/ACTIVITÉ</b>	<b>PRODUIT LIVRABLE</b>	<b>PROJETS TERMINÉS</b>	<b>PRIORITÉ</b>	<b>COÛTS</b>
------------------------	-------------------------	-------------------------	-----------------	--------------

9.A.2 Mise à jour d'août 2015 du plan de travail du sous-comité de la protection des renseignements personnels

## SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

### RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS

Examiner le cadre de référence du sous-comité.	Examiner et mettre à jour le cadre de référence du sous-comité	Automne 2015 – Terminé	M	Néant
Lignes directrices en matière de protection des renseignements personnels pour l'utilisation des médias sociaux.	Créer un groupe de travail chargé d'examiner le matériel en place en Colombie-Britannique et dans d'autres administrations. Modifier le matériel et le recommander à d'autres, au besoin.	Terminé en 2013	É	Néant
Renouvellement du plan de travail	Élaboration d'un nouveau plan de travail pour les projets jugés hautement prioritaires au cours de la réunion de juin 2014. D'autres discussions auront lieu à la réunion de mai 2015.	Printemps 2015	É	Néant
Compétences essentielles pour les fonctions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.	L'Ontario a établi des compétences essentielles pour le sous-comité. Le but était d'élaborer un modèle pouvant être utilisé par d'autres administrations.	Terminé en 2013	É	Néant
Conception de lignes directrices relatives aux ententes d'échange de renseignements personnels entre gouvernements par flux transfrontalier de données qui serviront de modèle pour toutes les administrations.	En 2006, le CDPISP a approuvé les lignes directrices sur les pratiques exemplaires en matière d'ententes d'échange de renseignements personnels entre gouvernements (au Canada). Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) a élargi la portée de ces lignes directrices pour qu'elles s'appliquent également aux flux internationaux et transfrontaliers de données.  Le document définitif a été approuvé et a été affiché sur le site Web du SCT en septembre 2010.	Terminé en septembre 2010	M	Néant



**SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP**  
**RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS**

Participer aux activités du Comité directeur de la gestion de l'identité Groupe de travail sur les questions juridiques et les enjeux liés à la protection des renseignements personnels et à la sécurité	Fournir des conseils en matière de protection des renseignements personnels et examiner la question en tant que membre du groupe de travail.  Concevoir une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée de haut niveau pour le modèle d'assurance.	Terminé au printemps 2009	M	Néant
Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée de haut niveau pour le modèle d'assurance du Comité directeur de la gestion de l'identité	Créer une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée de haut niveau pour le modèle d'assurance du Comité directeur de la gestion de l'identité, au moyen du guide sur les pratiques exemplaires pancanadiennes en matière d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008.	Terminé en mai 2009  Le sous-comité de la protection des renseignements personnels a fourni les services de certains membres au groupe de travail responsable des questions juridiques et des enjeux liés à la sécurité et à la protection des renseignements personnels afin de réaliser une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée de haut niveau pour le modèle d'assurance.	M	Néant
Réunion commune avec le SCDPI.	Le sous-comité de la protection des renseignements personnels et le SCDPI tiendront une réunion commune au printemps 2009.	Réunion commune tenue avec succès à St. John's, le 20 mai 2009	É	Néant
Guide sur la vérification de la protection des renseignements personnels	Lignes directrices sur la réalisation d'une vérification de la protection des renseignements personnels qui comprennent notamment le mandat, les objectifs de mobilisation, la méthodologie et les modèles de rapports.	Rapport définitif approuvé par les conseils mixtes en février 2009.  Les membres du sous-comité de la protection des renseignements personnels le diffuseront et l'utiliseront au besoin au sein des administrations.	É	50 000 \$

9.A.2 Mise à jour d'août 2015 du plan de travail du sous-comité de la protection des renseignements personnels

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS

Création d'un nouveau modèle pancanadien d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée.	Concevoir un nouveau modèle évolutif d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, accompagné de documents d'orientation.	Guide sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008  Le guide sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée est actuellement utilisé par plusieurs administrations ou a été adapté par certaines d'entre elles.	É	Néant
Conception et promotion d'un guide sur le protocole à suivre en cas d'atteinte à la vie privée.	L'Ontario a conçu des lignes directrices et les a communiquées à tous les membres du sous-comité de la protection des renseignements personnels afin qu'elles soient adaptées dans d'autres administrations ou que celles-ci s'y reportent.	Printemps 2007		Néant
Conception d'un cours de formation en ligne sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels dans le secteur public.	La Saskatchewan a conçu un cours de formation en ligne sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Plusieurs administrations ont adapté le cours pour pouvoir l'utiliser dans leur propre domaine de compétence.	Printemps 2007		Néant
Promotion des pratiques exemplaires en matière d'ententes d'échange de renseignements entre gouvernements.	Document d'orientation définitif approuvé par le CDPISP. Lancé sur le site Web de l'ISAC. Les diverses administrations s'y reportent et l'utilisent pour concevoir ou modifier leurs propres lignes directrices.	Automne 2006  Novembre 2006		Néant
Désignation des pratiques exemplaires en matière de formation sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.	Séance d'une demi-journée tenue au cours de la réunion d'automne 2007 du sous-comité consacrée à la présentation à toutes les administrations du matériel de formation et aux discussions à cet égard.	Octobre 2007		